

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

2 octobre 2003

SESSION EXTRAORDINAIRE 2003

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant le Code civil en ce qui concerne  
le nom patronymique**

(déposée par Mmes Dalila Douifi,  
Magda De Meyer et Maya Detiège)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 oktober 2003

BUITENGEWONE ZITTING 2003

**WETSVOORSTEL**

**tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek,  
wat de familienaam betreft**

(ingedien door de dames Dalila Douifi,  
Magda De Meyer en Maya Detiège)

**RÉSUMÉ**

*Les auteurs estiment que la législation relative à l'attribution du nom de famille, en vertu de laquelle un enfant porte en principe le nom de son père, établit une discrimination à l'égard des femmes. C'est pour cette raison et eu égard à la diversité croissante des structures familiales qu'elles proposent que l'enfant porte le nom de la mère. Si la filiation est établie à l'égard des deux parents, les père et mère pourraient toutefois déclarer que l'enfant portera un double patronyme : celui de la mère, suivi par celui du père. Une formule analogue est proposée en cas d'adoption.*

**SAMENVATTING**

*De wetgeving inzake de toekenning van de familienaam, krachtens welke een kind in beginsel de naam van zijn vader draagt, discrimineert de vrouw, aldus de indiensters. Om die reden en omdat de diversiteit van gezinsvormen alsmaar toeneemt, stellen zij voor dat het kind de naam van de moeder zou dragen. Wanneer de afstamming van beide ouders vaststaat, zouden de ouders evenwel kunnen verklaren dat het kind een dubbele naam zal dragen, die van de moeder, gevolgd door die van de vader. Ingeval van adoptie wordt een gelijkaardige regeling voorgesteld.*

cdH	:	Centre démocrate Humaniste
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	:	Front National
MR	:	Mouvement Réformateur
N-VA	:	Nieuw - Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti socialiste
SP.a - SPIRIT	:	Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten

Afkringen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)
CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)
CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)
PLEN : Plenum (witte kaft)
COM : Commissievergadering (beige kaft)

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)
CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)
CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)
PLEN : Séance plénière (couverture blanche)
COM : Réunion de commission (couverture beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
<a href="http://www.deKamer.be">www.deKamer.be</a>
e-mail : <a href="mailto:publicaties@deKamer.be">publicaties@deKamer.be</a>
Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
<a href="http://www.laChambre.be">www.laChambre.be</a>
e-mail : <a href="mailto:publications@laChambre.be">publications@laChambre.be</a>

## DÉVELOPPEMENTS

---

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 50 1300/001.

La législation actuellement en vigueur en matière d'attribution du patronyme est discriminatoire à l'égard des femmes et s'inspire d'une pratique obsolète et patriarcale. La priorité accordée, dans l'état actuel de la législation, au patronyme du père remonte à 1794, époque à laquelle la jurisprudence et la doctrine proclamaient qu'il serait légitime que l'enfant porte le patronyme du père. L'attribution du nom de famille repose donc sur une tradition ancestrale, bien ancrée, qui ne correspond plus du tout à la réalité sociale d'aujourd'hui.

La loi du 31 mars 1987 a donné force légale à cette jurisprudence. Le régime actuel prévoit en effet que:

- un enfant légitime porte le nom de son père ;
- un enfant dont la filiation est établie simultanément à l'égard du père et de la mère reçoit le nom du père;
- un enfant dont seule la filiation maternelle est établie porte le nom de la mère. Si la filiation paternelle est établie par la suite, le père et la mère peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que l'enfant portera le nom du père. Si le père est déjà marié avec une autre femme que la mère biologique de l'enfant, la filiation peut être établie et le père peut reconnaître l'enfant, mais le consentement de l'épouse du père est requis pour donner le nom du père à l'enfant.

Le régime actuel, qui accorde la priorité au nom du père, est discriminatoire tant à l'égard de la mère qu'à l'égard des enfants.

Plusieurs États membres de l'Union européenne ont déjà modifié leur législation afin d'atténuer la discrimination entre hommes et femmes lorsqu'il s'agit de donner un nom à un enfant.

Quelle est en fait la meilleure manière de mettre fin à cette discrimination ? Théoriquement, trois possibilités existent, à savoir :

- donner un double nom à chaque enfant, c'est-à-dire le nom du père et celui de la mère ;

## TOELICHTING

---

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 50 1300/001.

De huidige Belgische wetgeving met betrekking tot het toekennen van de familienaam is discriminerend ten overstaan van de vrouw en ingegeven vanuit een verouderde en patriarchale regeling. Het feit dat in de huidige wetgeving de prioriteit wordt verleend aan de familienaam van de vader vindt zijn oorsprong al in 1794. De rechtspraak en de rechtsleer verkondigden dat het kind wettig de familienaam van de vader zou dragen. Bij het toekennen van de familienaam geldt dus een oude, sterk ingewortelde traditie, die in geen enkel opzicht meer overstemt met de huidige maatschappelijke realiteit.

Sinds de wet van 31 maart 1987 werd deze rechtspraak wettelijk verankerd in de Belgische wetgeving. De huidige regeling stelt :

- een wettig kind draagt de naam van zijn vader;
- een kind waarvan de afstamming van vaders- en moederszijde gelijktijdig vaststaat, krijgt de naam van de vader;
- een kind waarvan enkel de afstamming van moederszijde vaststaat, draagt de naam van de moeder. Indien de afstamming van vaderszijde nadruk komt vast te staan, kunnen vader én moeder via een akte opgesteld bij de burgerlijke stand, verklaren dat het kind de naam van de vader zal dragen. Indien de vader reeds gehuwd is met een andere dan de biologische moeder van het kind, dan kan de afstamming wel worden vastgesteld en kan de vader het kind erkennen, maar is het akkoord van de echtgenote van de vader nodig om het kind de naam van de vader te geven.

Het huidige systeem dat de prioriteit verleent aan de naam van de vader is discriminerend zowel voor de moeder als voor de kinderen.

Diverse Europese lidstaten hebben reeds hun wetgeving aangepast om tot een grotere gelijkheid te komen van vrouwen en mannen op gebied van naamgeving.

Hoe kan er nu best een einde komen aan deze discriminatie ? Theoretisch zijn er drie mogelijkheden, nl. :

- een dubbele naam voor elk kind, nl. de naam van vader én moeder;

- laisser aux parents la liberté de choisir l'un de leurs deux noms ;
- donner le nom de la mère.

Chaque système a ses avantages et ses inconvénients. Notre souci est, d'une part, de supprimer la discrimination entre hommes et femmes, et, d'autre part, de donner la primauté aux droits de l'enfant.

C'est la raison pour laquelle nous optons pour la solution la plus logique, qui correspond en outre à une réalité biologique indiscutable, à savoir que chaque enfant a une mère. Cette donnée est ancrée dans la loi relative à la filiation et a en outre été soulignée, dès 1979, par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Paula Marckx.

Cette solution à la fois simple et très logique s'applique en tous points pour tous les enfants, quel que soit leur lien de filiation avec leur(s) parent(s).

Nous proposons dès lors que chaque enfant reçoive automatiquement à la naissance le nom de la mère, puisque ce lien de filiation est établi de manière irréfutable depuis le début et figure dans l'acte de naissance. Ce lien incontestable entre la mère et l'enfant est ainsi également reconnu et consacré sur le plan juridique.

Nous sommes conscients que cette solution logique et évidente peut soulever des objections, à savoir que l'attribution automatique du nom de la mère induit une inégalité de traitement à l'égard du père. Nous estimons toutefois que les avantages de ce système sont suffisamment importants, aussi bien au regard des droits de l'enfant que du point de vue de la réalité sociale. La cellule familiale ne cesse en effet de se diversifier. Les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses. Un mariage sur trois en moyenne se solde par un échec. De nombreux enfants, demi-frères et demi-sœurs, portent des noms de famille différents parce qu'ils sont issus de pères différents. Grâce à la présente proposition, les enfants de familles monoparentales ne seront donc plus victimes de cette discrimination.

Afin de tenir compte, dans une certaine mesure, de la critique selon laquelle ce régime est discriminatoire à l'égard du père, et quitte à ce que les dispositions légales régissant l'attribution du nom aboutissent malgré tout à établir à nouveau une distinction, nous entendons donner aux parents la possibilité, s'ils en conviennent, de donner à l'enfant un double nom, à savoir celui de la mère suivi de celui du père.

- een naam te kiezen door de ouders uit één van hun namen;
- de naam van de moeder.

Elk systeem heeft zijn voor- en nadelen. Het is onze bekommernis om enerzijds de discriminatie tussen vrouwen en mannen op te heffen, en anderzijds de rechten van het kind centraal te stellen.

Daarom kiezen wij voor de meest logische oplossing, die bovendien beantwoordt aan een vaststaande biologische werkelijkheid, nl. dat elk kind een moeder heeft. Dit gegeven is wettelijk verankerd in de wet op de afstamming én werd bovendien reeds in 1979 sterk beklemtoond door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in de zaak Paula Marckx.

Deze eenvoudige en meest voor de hand liggende oplossing is volstrekt dezelfde voor alle kinderen, onafhankelijk van de afstammingsband met hun ouder(s).

Wij stellen dan ook voor dat elk kind bij de geboorte automatisch de naam van de moeder krijgt, vermits deze afstammingsband zonder enige twijfel vaststaat vanaf het begin en in de geboorteakte werd opgenomen. De onmiskenbare band tussen moeder en kind wordt hiermee ook juridisch erkend en vastgelegd.

Wij realiseren ons dat deze logische en voor de hand liggende oplossing op bezwaren kan stuiten, met name het feit dat de automatische toekenning van de naam van de moeder, een ongelijke behandeling doet ontstaan ten aanzien van de vader. Toch zijn de voordelen ons inziens groot genoeg, zowel vanuit het kinderrechtenstandpunt als vanuit de maatschappelijke realiteit. De diversiteit van de gezinsvormen neemt immers alsmaar toe. Het aantal éénoudergezinnen wordt steeds groter. Gemiddeld één op drie huwelijken houdt niet stand. Vele kinderen, halfbroers en halfzussen, hebben verschillende familienamen, omdat zij verschillende vaders hebben. Kinderen van éénoudergezinnen worden in dit voorstel dus niet langer gediscrimineerd.

Om enigszins tegemoet te komen aan de kritiek dat deze regeling de vader discrimineert, en op het gevaar af om toch opnieuw een onderscheid op basis van de naamwetgeving te creëren, willen wij de ouders, indien zij daartoe overeenkomen, de kans geven om het kind een dubbele naam, met name deze van de moeder, gevolgd door die van de vader, te geven.

L'octroi de cette possibilité est conforme à la résolution adoptée le 27 septembre 1978 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, qui prévoit que les mêmes droits doivent être accordés aux deux époux en ce qui concerne l'attribution du nom de famille à leurs enfants.

Nous estimons que ce double nom ne peut être attribué qu'en ordre subsidiaire, étant donné qu'au sein d'une relation, c'est le parent dominant sur les plans économique, psychique ou social (généralement le père) qui prend l'ascendant et que le choix du nom peut donner lieu à de pénibles discussions.

Une fois que l'on aura choisi le nom du premier enfant, tous les enfants issus de cette relation devront porter le même nom.

Enfin, la présente proposition de loi vise à faire en sorte que l'attribution du nom respecte le principe de la neutralité vis-à-vis des choix de vie.

Dit komt tegemoet aan de besluiten van de ministerraad van de Raad van Europa van 27 september 1978 die bepalen dat aan beide echtgenoten gelijke rechten moeten worden verleend wat betreft de toekenning van een familienaam aan de kinderen

Deze dubbele naam kan voor ons slechts in tweede instantie gegeven worden, gelet op het feit dat binnen een relatie de economisch, psychisch of sociaal sterkste ouder (veelal de vader) het overwicht haalt en de keuze van de naamgeving aanleiding kan zijn tot pijnlijke discussies.

Eens de keuze van de naam voor het eerste kind bepaald werd, moeten alle kinderen geboren uit deze relatie dezelfde naam krijgen.

In dit wetsvoorstel hebben we tot slot een poging gedaan de naamtoekenning 'relatieneutraal' te maken.

Dalila DOUIFI (SP.a-SPIRIT)  
Magda DE MEYER (SP.a-SPIRIT)  
Maya DETIEGE (SP.a-SPIRIT)

**PROPOSITION DE LOI****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

L'article 335 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 335. § 1<sup>er</sup>. L'enfant porte le nom de la femme dont il est issu.

Si cette femme porte un double nom, l'enfant ne porte que la première partie de ce nom.

§ 2. Toutefois, si la filiation est établie à l'égard des deux parents, les père et mère ensemble ou l'un d'eux, si l'autre est décédé, peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que le nom de l'autre parent sera ajouté à celui de l'enfant.

Cette déclaration doit être faite dans l'année à compter du jour où les déclarants ont eu connaissance de l'établissement de la filiation et avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant. »

**Art. 3**

L'article 370, §3, du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'adoption plénière confère à l'enfant le nom de l'adoptant.

Si l'enfant est adopté par deux personnes, celles-ci peuvent, conformément à l'article 335, faire une déclaration devant l'officier de l'état civil en vue de donner à l'enfant le nom de l'une d'entre elles ou un double nom.

Le cas échéant, le nom de l'adoptante est donné en premier lieu, suivi du nom du partenaire. »

24 juillet 2003

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

Artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek wordt als volgt gewijzigd:

« Art. 335. § 1. Het kind draagt de naam van de vrouw uit wie het geboren is.

Heeft de vrouw een dubbele naam, draagt het kind slechts het eerste deel van die naam.

§ 2. Staat de afstamming evenwel vast ten aanzien van de beide ouders, dan kunnen de ouders samen of een van hen, indien de andere overleden is, in een door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakte akte verklaren dat aan de naam van het kind de naam van de andere ouder wordt toegevoegd.

Deze verklaring moet worden gedaan binnen het jaar te rekenen van de dag waarop de personen die de verklaring doen, de vaststelling van de afstamming hebben vernomen en voor de meerderjarigheid of de ontvoogding van het kind. »

**Art. 3**

Artikel 370, § 3, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1987, wordt vervangen als volgt:

« § 3. Door de volle adoptie verkrijgt het kind de naam van de adoptant.

Wordt het kind geadopteerd door twee personen, kunnen zij overeenkomstig artikel 335 een verklaring afleggen voor de ambtenaar van de burgerlijke stand om het kind de naam van een van hen of een dubbele naam te geven.

In voorkomend geval, wordt eerst de naam van de vrouwelijke adoptant toegekend, gevolgd door de naam van de partner. »

24 juli 2003

Dalila DOUIFI (SP.a-SPIRIT)  
Magda DE MEYER (SP.a-SPIRIT)  
Maya DETIEGE (SP.a-SPIRIT)

**ANNEXE**

**BIJLAGE**

**TEXTE DE BASE**

21 mars 1804

**Code civil - livre I : Des personnes****Article 335**

§ 1. L'enfant dont seule la filiation paternelle est établie ou dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies en même temps, porte le nom de son père, sauf si le père est marié et reconnaît un enfant concu pendant le mariage par une autre femme que son épouse.

§ 2. L'enfant dont seule la filiation maternelle est établie, porte le nom de sa mère.

§ 3. Si la filiation paternelle est établie après la filiation maternelle, aucune modification n'est apportée au nom de l'enfant. Toutefois, les père et mère ensemble ou l'un d'eux, si l'autre est décédé peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que l'enfant portera le nom de son père.

Cet acte ne peut être dressé, en cas de prédécès du père ou durant son mariage, sans l'accord du conjoint avec lequel il était marié au moment de l'établissement de la filiation.

Cette déclaration doit être faite dans l'année à compter du jour où les déclarants ont eu connaissance de l'établissement de la filiation et avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant.

Mention de la déclaration est faite en marge de l'acte de naissance et des autres actes concernant l'enfant.

**TEXTE DE BASE ADAPTE A LA PROPOSITION**

21 mars 1804

**Code civil - livre I : Des personnes****Article 335**

*§ 1. L'enfant porte le nom de la femme dont il est issu.*

*Si cette femme porte un double nom, l'enfant ne porte que la première partie de ce nom.*

*§ 2. Toutefois, si la filiation est établie à l'égard des deux parents, les père et mère ensemble ou l'un d'eux, si l'autre est décédé, peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que le nom de l'autre parent sera ajouté à celui de l'enfant.*

*Cette déclaration doit être faite dans l'année à compter du jour où les déclarations ont eu connaissance de l'établissement de la filiation et avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant.<sup>1</sup>*

<sup>1</sup> Art. 2: remplacement.

**BASISTEKST**

21 maart 1804

**Burgerlijke wetboek - boek I : Personen**

Artikel 335

§ 1. Het kind wiens afstamming alleen van vaderszijde vaststaat of wiens afstamming van vaderszijde en van moederszijde tegelijkertijd komen vast te staan, draagt de naam van zijn vader, behalve wanneer de vader gehuwd is en een kind erkent dat tijdens het huwelijk bij een andere vrouw dan zijn echtgenote is verwekt.

§ 2. Het kind wiens afstamming alleen van moederszijde vaststaat, draagt de naam van zijn moeder.

§ 3. Indien de afstamming van vaderszijde komt vast te staan na de afstamming van moederszijde, blijft de naam van het kind onveranderd. Evenwel kunnen de ouders samen of een van hen, indien de andere overleden is, in een door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakte akte verklaren dat het kind de naam van zijn vader zal dragen.

Bij vooroverlijden van de vader of gedurende zijn huwelijk kan die akte niet worden opgemaakt zonder de instemming van de echtgenote met wie hij gehuwd was op het ogenblik van de vaststelling van de afstamming.

Die verklaring moet worden gedaan binnen een jaar te rekenen van de dag waarop de personen die de verklaring doen, de vaststelling van de afstamming hebben vernomen en voor de meerderjarigheid of de ontvoogding van het kind.

Van de verklaring wordt melding gemaakt op de kant van de akte van geboorte en van de andere akten betreffende het kind.

**BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL**

21 maart 1804

**Burgerlijke wetboek - boek I : Personen**

Artikel 335

**§ 1. Het kind draagt de naam van de vrouw uit wie het geboren is.**

**Heeft de vrouw een dubbele naam, draagt het kind slechts het eerste deel van die naam.**

**§ 2. Staat de afstamming evenwel vast ten aanzien van de beide ouders, dan kunnen de ouders samen of een van hen, indien de andere overleden is, in een door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakte akte verklaren dat aan de naam van het kind de naam van de andere ouder wordt toegevoegd.**

**Deze verklaring moet worden gedaan binnen het jaar te rekenen van de dag waarop de personen die de verklaring doen, de vaststelling van de afstamming hebben vernomen en voor de meerderjarigheid of de ontvoogding van het kind.<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Art. 2: vervanging.

## Art. 370

§ 1. L'adoption plénière confère à l'enfant et à ses descendants le même statut et les mêmes droits et obligations qu'ils auraient si l'enfant était né de ceux qui ont fait l'adoption plénière.

Sous réserve des prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164, les enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière cessent d'appartenir à leur famille d'origine.

§ 2. Les articles 357 et 360 sont applicables à l'adoption plénière.

§ 3. L'adoption plénière confère à l'enfant, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant ou, en cas d'adoption plénière par deux époux, celui du mari.

Toutefois, l'adoption plénière, par une femme, de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son mari, n'entraîne aucune modification du nom de l'enfant.

§ 4. L'établissement de la filiation d'un enfant après le jugement ou l'arrêt homologant ou prononçant l'adoption plénière, ne produit d'autre effet que les prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164.

§ 5. l'adoption plénière est irrévocabile.

## Art. 370

§ 1. L'adoption plénière confère à l'enfant et à ses descendants le même statut et les mêmes droits et obligations qu'ils auraient si l'enfant était né de ceux qui ont fait l'adoption plénière.

Sous réserve des prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164, les enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière cessent d'appartenir à leur famille d'origine.

§ 2. Les articles 357 et 360 sont applicables à l'adoption plénière.

**§ 3. *L'adoption plénière confère à l'enfant le nom de l'adoptant.***

*Si l'enfant est adopté par deux personnes, celles-ci peuvent, conformément à l'article 335, faire une déclaration devant l'officier de l'état civil en vue de donner à l'enfant le nom de l'une d'entre elles ou un double nom.*

*Le cas échéant, le nom de l'adoptante est donné en premier lieu, suivi du nom du partenaire.<sup>2</sup>*

§ 4. L'établissement de la filiation d'un enfant après le jugement ou l'arrêt homologant ou prononçant l'adoption plénière, ne produit d'autre effet que les prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164.

§ 5. l'adoption plénière est irrévocabile.

<sup>2</sup> Art. 3: remplacement.

## Art. 370

§ 1. De volle adoptie verleent aan het kind en zijn afstammelingen hetzelfde statuut en dezelfde rechten en verplichtingen als zij zouden hebben indien het kind geboren was uit degenen die het ten volle hebben geadopteerd.

Behoudens de verbodsbeperkingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk, houden de kinderen die ten volle geadopteerd zijn, op tot hun oorspronkelijke familie te behoren.

§ 2. De artikelen 357 en 360 zijn mede van toepassing op de volle adoptie.

§ 3. Door de volle adoptie verkrijgt het kind, in plaats van zijn naam, die van de adoptant of, in geval van volle adoptie door twee echtgenoten, die van de man.

Volle adoptie door een vrouw, van het kind of adoptief kind van haar man, brengt evenwel geen wijziging in de naam van het kind.

§ 4. De vaststelling van de afstamming van een kind na het vonnis of het arrest dat de volle adoptie homologeert of uitspreekt, heeft geen ander gevolg dan de verbodsbeperkingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk.

§ 5. Volle adoptie is onherroepelijk.

## Art. 370

§ 1. De volle adoptie verleent aan het kind en zijn afstammelingen hetzelfde statuut en dezelfde rechten en verplichtingen als zij zouden hebben indien het kind geboren was uit degenen die het ten volle hebben geadopteerd.

Behoudens de verbodsbeperkingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk, houden de kinderen die ten volle geadopteerd zijn, op tot hun oorspronkelijke familie te behoren.

§ 2. De artikelen 357 en 360 zijn mede van toepassing op de volle adoptie.

**§ 3. *Door de volle adoptie verkrijgt het kind de naam van de adoptant.***

*Wordt het kind geadopteerd door twee personen, kunnen zij overeenkomstig artikel 335 een verklaring afleggen voor de ambtenaar van de burgerlijke stand om het kind de naam van een van hen of een dubbele naam te geven.*

*In voorkomend geval, wordt eerst de naam van de vrouwelijke adoptant toegekend, gevolgd door de naam van de partner.<sup>2</sup>*

§ 4. De vaststelling van de afstamming van een kind na het vonnis of het arrest dat de volle adoptie homologeert of uitspreekt, heeft geen ander gevolg dan de verbodsbeperkingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk.

§ 5. Volle adoptie is onherroepelijk.

<sup>2</sup> Art. 3: vervaanging.